

Note de conjoncture Actu n°21.2

Conflit au Moyen-Orient / Impacts économiques

1. Contexte et évolution de la situation

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé l'opération « Epic Fury » contre l'Iran. En réponse, les Gardiens de la Révolution ont annoncé la fermeture du détroit d'Ormuz dès le 28 février. Ce passage, par lequel transitent environ 20 % du pétrole brut et 20 % du GNL mondiaux, est pratiquement à l'arrêt. Le Qatar (3e exportateur mondial de GNL) a suspendu sa production de gaz le 2 mars après des frappes sur ses installations. L'AIE a qualifié la crise de « plus importante perturbation de l'approvisionnement en pétrole de l'histoire » le 12 mars.

Évolution géopolitique : cessez-le-feu fragile

- Un cessez-le-feu de deux semaines a été conclu entre les États-Unis et l'Iran dans la nuit du 7 au 8 avril. Le Brent a chuté de 120 \$ à environ 90 \$ avant de se stabiliser autour de 95 \$/bl.
- Malgré la trêve, le détroit reste quasi bloqué : seulement 5 navires ont traversé le 8 avril (vs 120/jour avant-guerre). Environ 3 000 navires demeurent immobilisés dans le Golfe persique (ONU, 31 mars).
- Le 12 avril, Trump a annoncé un blocus naval américain des ports iraniens après l'échec des négociations au Pakistan. L'Iran a conditionné la réouverture à l'arrêt des frappes israéliennes au Liban.
- L'Iran envisage d'imposer un péage de transit dans le détroit ; Trump s'y est fermement opposé. Des armateurs français ont 51 navires bloqués (Armateurs de France).

Tableau comparatif des indicateurs clés :

Indicateur	Avant conflit	19/03 (note initiale)	13/04/2026 (mise à jour)
Brent (pétrole)	~72 \$/bl	114 \$/bl	~95 \$/bl (pic 120\$ le 7/04)
Gaz TTF Europe	30–32 €/MWh	Pic 60 €/MWh (3/03)	45–50 €/MWh (pic 68€ le 19/03)
Gazole pompe FR	Réf. déb. 2026	+26 % / 27/02	2,188 €/L (31/03 – record absolu)
Gazole cuve TRM	—	+31 % / crise	Taxe GLS avril : +28,80 % (CNR)
Aluminium	—	+8 % anticipé	+8 % confirmé
PVC / dérivés pétro.	—	+11 % anticipé	+11 % confirmé, pénurie structurelle fin mai
Trafic Ormuz	120 nav./jour	3 nav./jour (13/03)	~5 nav./jour (8/04, post cessez-le-feu)
Prix gaz ménages FR	—	—	+15,4 % au 1er mai 2026 (CRE)

Avril 2026

2. Transport routier

Flambée sans précédent du gazole

Le transport routier consomme à lui seul les deux tiers des produits pétroliers raffinés. La hausse du gazole est dévastatrice pour un secteur dont les marges se situent entre 2 et 3 %. La FNTR souligne que beaucoup de transporteurs envisagent de mettre les camions à l'arrêt plutôt que de travailler à perte.

► **MISE À JOUR** – Le gazole à la pompe a atteint un record absolu de 2,188 €/L en moyenne hebdomadaire au 31 mars 2026 (données ministère de l'Économie), soit +35 % depuis le 1er janvier. Dans 70 % des stations-service, le plein de 40 L coûte désormais plus de 20 € de plus qu'avant la guerre (Franceinfo, 1er avril 2026). Des opérations escargot ont été menées fin mars/début avril (A7 Lyon, Paris porte de Vincennes, Marne).

Mesures gouvernementales – annonce du 27 mars et 2 avril 2026

► **MISE À JOUR** – Contrairement à 2022 (400 M€ mobilisés lors du conflit ukrainien), le gouvernement Lecornu a annoncé un plan limité à environ 70 M€ pour le seul mois d'avril 2026 : aide forfaitaire de 20 ct€/L pour les TPE/PME du TRM justifiant de difficultés de trésorerie (50 M€ ; guichet ASP, dossier à déposer avec report URSSAF préalable), exonération de droits d'accise sur le GNR agricole (14 M€), prêts « Boost carburants » via Bpifrance (jusqu'à 50 000 € pour les TPE, 1 à 3 ans), report de charges sociales et étalement des échéances fiscales sans frais.

- La FNTR juge ce dispositif « complexe, lourd à activer et insuffisant » et trop tardif.
- L'OTRE exige un versement immédiat et des conditions d'accès simplifiées.
- L'Union TLF aurait préféré une baisse directe de la fiscalité carburant plutôt qu'une « politique du chèque ».
- Le gouvernement exclut toute réduction de TVA sur les énergies ou tout blocage de prix.

Désorganisation des chaînes logistiques mondiales

Les grands armateurs mondiaux ont suspendu leurs opérations dans le détroit dès le 28 février. CMA CGM applique une Emergency Conflict Surcharge de 2 000 à 4 000 USD/conteneur ; Hapag-Lloyd une War Risk Surcharge de 1 500 USD/TEU.

► **MISE À JOUR** – Malgré le cessez-le-feu du 8 avril, Hapag-Lloyd s'abstient toujours de traverser le détroit (6 porte-conteneurs bloqués dans le Golfe). Les armateurs attendent des conditions opérationnelles clarifiées et une escorte navale. La capacité fret Asie–Moyen-Orient–Europe demeure réduite d'environ 30 %.

3. Matières premières

Le blocage d'Ormuz touche trois canaux distincts : les prix de l'énergie, les intrants non énergétiques (minéraux, produits chimiques, engrais), et la désorganisation logistique. Pour nos filières :

- ✚ Dérivés pétrochimiques (PVC, PE, PP) : +11 % confirmé pour le PVC ; 131 sites chimiques mondiaux ont déclaré la force majeure au 17 mars (France Chimie), dont plusieurs sites européens de fabrication de polymères.
- ✚ Aluminium : +8 % confirmé, impactant menuiseries, structures légères et équipements de traitement d'eau.
- ✚ Semi-conducteurs / hélium : 1/3 de la production mondiale d'hélium est qatarie ; le site a été ciblé par des frappes iraniennes, menaçant la chaîne des semi-conducteurs.
- ✚ Engrais azotés / urée : hausse des cours affectant indirectement les exploitants agricoles raccordés aux réseaux d'assainissement ruraux.

► **MISE À JOUR** – RISQUE MAJEUR PVC/PE (nouveau) – Ras Laffan, Qatar : Les trains 4 et 6 du plus grand complexe GNL au monde ont été détruits lors des frappes iraniennes du 18 mars (-17 % de la capacité d'exportation qatarie). Les réparations prendront entre 2 et 5 ans selon les estimations (turbines à gaz introuvables, délai d'approvisionnement 2–4 ans – Rystad Energy, Wood Mackenzie). QatarEnergy a déclaré une force majeure long terme sur ses contrats avec des acheteurs en Chine, Corée du Sud, Italie et Belgique (pertes de revenus ~20 Md\$/an). Le redémarrage partiel est prévu courant mai ; une production complète n'est pas attendue avant fin août au plus tôt.

► **MISE À JOUR** – France Chimie alertait que les trois plus grosses raffineries chinoises manqueraient de brut entre le 12 et 20 avril 2026, avec des effets en cascade sur les polymères européens d'ici fin mai. Ce seuil est désormais atteint : les tensions sur le PVC et le PE pour les réseaux eau/assainissement sont imminentes.

4. Energie

Gaz : stabilisation provisoire, mais risques structurels durables

Les prix du gaz TTF ont bondi de 30 à 60 €/MWh en quelques jours (pic le 3 mars), avant de connaître un second pic.

► **MISE À JOUR** – Le TTF a atteint un nouveau sommet à 68 €/MWh le 19 mars (suite aux frappes iraniennes sur Ras Laffan) – plus haut niveau en trois ans – avant de revenir à 45–50 €/MWh début avril (toujours au-dessus de la moyenne 2025 : 35 €/MWh). La CRE a annoncé une hausse du prix repère gaz de +15,4 % au 1er mai 2026, impactant 7,5 millions de ménages (~6,19 €/mois en moyenne). La Commission européenne a abaissé l'objectif de remplissage des stockages à 80 % (vs 90 % habituels). La perte de 17 % de la capacité de Ras Laffan (trains 4 et 6) est structurelle et pesera sur les marchés pour des années.

- Même si la trêve tient, le Qatar ne pourra pas reprendre une production complète avant fin août au plus tôt (Wood Mackenzie).
- Le Qatar explore des routes d'exportation alternatives via l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis pour réduire sa dépendance au détroit d'Ormuz.

Électricité : une France relativement protégée à court terme

La remise en état du parc nucléaire et le développement des ENR confèrent à la France une position favorable : peu d'impacts significatifs attendus sur le prix de l'électricité à ce stade. Les tarifs réglementés, calculés sur des prix à terme lissés sur deux ans, ne devraient pas être affectés avant 2027.

Carburant : l'impact direct le plus sévère

Le carburant représente le vecteur énergétique le plus directement et le plus sévèrement impacté. Le secteur des transports consomme à lui seul deux tiers des produits raffinés.

► **MISE À JOUR** – Le gazole à la pompe a atteint 2,188 €/L en moyenne au 31 mars (record absolu depuis 1985). Selon l'IFPEN, si la guerre se poursuit, le Brent pourrait atteindre 130 \$/bl en mai, avec une répercussion particulièrement forte sur le gazole et le kérosène. L'aide gouvernementale de 20 ct€/L (avril seulement) ne couvre qu'une fraction de la hausse subie depuis le 27 février.

5. Secteur du Bâtiment et des Travaux Publics

Le secteur BTP abordait 2026 dans un état de fragilité persistante. En 2025, 61 459 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi, dont 25 % dans la construction – un record historique. La filière amorçait à peine une phase de stabilisation lorsqu'un nouveau choc est survenu.

Alerte des fédérations professionnelles

La Fédération française des industriels de la préfabrication béton alerte sur une « hausse inévitable » de ses intrants (ciment, acier, énergie, carburants) et constate que « les perspectives de reprise s'éloignent » (Jacques Plattard, président FIB).

La Fédération du bâtiment des Deux-Sèvres (450 entreprises) témoigne : « Après le Covid et la guerre en Ukraine, nous pensions nous relever. Voilà qu'un nouveau conflit vient impacter nos coûts » (Franck Michelon, président). Elle confirme des hausses de +8 % pour l'aluminium, +11 % pour le PVC, et une augmentation significative des semi-conducteurs.

► **MISE À JOUR** – Ces hausses ne sont plus des anticipations : elles sont confirmées au 13 avril 2026. La CAPEB met en garde contre les effets cumulés sur ses adhérents « déjà sous tension ». Le risque d'une pénurie structurelle de PVC/PE pour les réseaux eau et assainissement est désormais avéré à l'horizon fin mai 2026 (réparation Ras Laffan sur 2 à 5 ans). La FFB réitère sa demande de généralisation des marchés à prix révisibles, d'un observatoire public du prix des matériaux et de la réactivation d'un comité de crise interministériel BTP.